

# Le capital investissement se cherche toujours une place

- La source de financement très peu exploitée par les entreprises

- Elle peut s'avérer un passage utile avant l'introduction en Bourse

DÉVELOPPER son activité n'est pas une si mince affaire, reconnaissent de nombreux entrepreneurs lors du workshop dédié au financement des entreprises tenu par la Bourse de Casablanca. L'accès aux sources classiques de financement (crédit bancaire, appel public à l'épargne, ou encore apport de fonds propres) peut devenir limité, voire impossible dans certains cas. Le capital investissement peut s'avérer à ce moment-là comme une alternative de financement «pour peu que le projet soit crédible», affirme Soumaya

Tazi, DG chez CFG Capital. Certes, chaque entreprise peut recourir au capital investissement à condition de posséder un potentiel de création de valeur et un projet de développement. A ce titre, un business

dans sa gestion. Ou du moins «être prête à le devenir» puisqu'elle sera bien souvent amenée à communiquer ses informations financières et commerciales aux futurs investisseurs. Et pour cause, il ne

lement du capital, mais dans certains cas il peut dépêcher, à ses frais, une équipe pour fournir de l'accompagnement managérial.

Par ailleurs, «le placement privé reste moins cher qu'une introduction en Bourse laquelle coûte 2,5% à 5% du montant levé», relève Couderc. Des frais qui sont alourdis par les campagnes de communication post-IPO. Même si après l'introduction en Bourse les entreprises bénéficient de certains avantages fiscaux notamment (réduction de 50% de l'IS pendant 3 ans) ou encore une aide de 500.000 DH pour les PME destinée aux différents coûts marketing. Dans le même temps, le recours au capital investissement peut préparer l'entreprise à l'entrée en Bourse. La sortie par le marché actions est considérée comme la «voie royale» dans la profession. Quelques histoires se sont terminées de cette façon notamment Jet Alu et Société marocaine de monétique ces dernières années. □

A. Lo

## 4,2 milliards de DH investis en 10 ans

LE nombre de sociétés investies par les capital investisseurs poursuit sa progression. A fin 2013, plus de 686 millions de DH ont été investis dans 17 entreprises pour un ticket moyen de 34 millions de DH. En dix ans, le montant global engagé a atteint près de 4,2 milliards de DH. Au niveau des levées de fonds, 65% des montants mobilisés depuis 2012 sont issus de fonds transrégionaux. □

plan «réaliste, volontariste et défendable», doit être présenté aux investisseurs. Mais gare aux imprécisions. «Il ne faut pas que l'investisseur découvre des problèmes que l'entrepreneur n'a pas anticipés», avertit Philippe Couderc, Associé Transaction Services chez PwC. De plus, tout comme pour une introduction en Bourse, l'entreprise doit s'engager à devenir transparente

s'agit pas d'un simple apport en capital mais d'une collaboration active qui dure entre 5 à 7 ans. Cela renforce plus tard la gestion des risques de l'entreprise et même la crédibilité des entreprises auprès de ses partenaires et des banques. Le capital investissement permet également d'institutionnaliser la société et d'améliorer sa gouvernance. Ce qui ne veut pas dire que l'organigramme doit être modifié. «Le capital investisseur n'est pas un gestionnaire», souligne Jean-Guillaume Habay, DG de Swircop. Il ramène seu-